



COMMUNIQUE

CFA

Le gouvernement se dévoile enfin...

Sous le prétexte fallacieux d'une table ronde nommée « Mission Labia » sur la protection sociale dans le Transport, le gouvernement, par l'intermédiaire de Monsieur Labia, rapporteur, (le secrétaire d'Etat au Transport n'ayant pas le courage politique pour le dire lui-même) nous a annoncé ce jour la fin du Congé d'Activité car je cite «le financement n'est plus garanti, c'est un régime coûteux, qui ne bénéficie pas à l'ensemble de la profession. Il faut trouver une articulation entre Pénibilité / CFA. Que la négociation en cours sur la retraite complémentaire aura un impact sur le CFA. Qu'il existe un risque Juridique / Financier lié à la taxation Fillon sur les régimes de pré-retraite ».

Ce à quoi Force-Ouvrière / UNCP a répondu en disant :

- 1/ le gouvernement est engagé par un accord tripartite jusque fin 2017,
- 2/ le gouvernement oublie les CFA qui existent dans le service public, en remettant en cause le nôtre, il les remet tous en cause,
- 3/ un conducteur qui part en CFA est remplacé par un autre conducteur, donc moins de chômeurs,
- 4/ sur l'articulation Pénibilité / CFA, la pénibilité est déjà repoussée en juillet 2016, donc avant les élections présidentielles. Un conducteur pour pouvoir en bénéficier devra justifier de 12 années avec l'ensemble des 10 critères de pénibilité afin d'obtenir les 2 années de départ anticiper. Autant dire impossible, les métiers du transport n'étant pas reconnus pénibles,

.../...



.../...

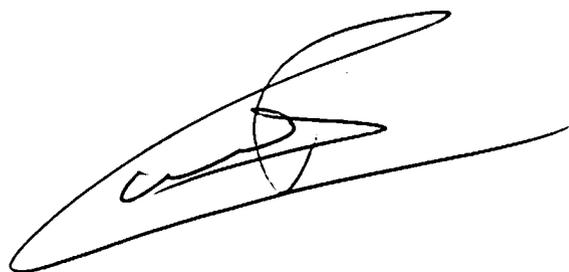
5/ sur la taxation Fillon, le gouvernement est en capacité de changer la loi sur le LFSS pour dire que le CFA ne doit pas être taxé comme de la pré-retraite.
S'il ne le fait pas, c'est bien une décision politique.

Force-Ouvrière / UNCP, appelle d'ores et déjà les salariés du transport à s'emparer du dossier Congé de Fin d'Activité, mais aussi de manière plus générale de la protection sociale des salariés du transport.

Force-Ouvrière / UNCP appelle les salariés du Transport à préparer la riposte. Celle-ci devra être proportionnelle à l'attaque que subit la dernière attractivité de nos métiers : le CFA.

Après les salaires où le gouvernement n'a rien fait (toujours rien d'ailleurs) mais continu à déverser des millions d'euros d'aides en tous genres au patronat du transport, voilà que le Medef demande l'exécution du CFA et que le gouvernement obtempère.

Paris le 03/07/2015.
Le Secrétaire Général,
Patrice CLOS.
Tel : 06.07.56.96.53

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Patrice CLOS', written over a horizontal line.